

Étant donné qu'au début de l'année, le taux de chômage atteignait 7.4 p. 100, un taux moyen d'environ 8 p. 100 pourrait s'élever à près de 9 p. 100 à la fin de l'année. J'aimerais savoir s'il s'agit d'une proportion de 7 p. 100, de 8 p. 100 ou de 9 p. 100; je voudrais demander au ministre, car c'est une question très raisonnable et un renseignement indispensable pour examiner la façon dont il s'acquitte de ses fonctions et ce projet de loi—je voudrais donc lui demander, disais-je, de nous donner une idée du plus grand nombre de chômeurs qu'il puisse y avoir au Canada durant un mois au cours des deux prochaines années; il a absolument besoin de cette information pour procéder à sa planification.

● (2010)

Puisque le ministre de l'Emploi et de l'Immigration s'occupe de la caisse de l'assurance-chômage, de la création d'emplois, de perspectives de formation et de grands projets, il doit sûrement disposer d'une série de chiffres à son ministère qui lui permette de nous dire combien il pense qu'il y aura de chômeurs.

M. Axworthy: Monsieur le président, je ne suis certainement pas d'accord avec le député et ses prophéties à la Cassandre. Je suis un peu étonné qu'il veuille insister sur l'abîme de pessimisme qu'il semble vouloir mettre à l'ordre du jour. Puisqu'il a quelques notions des techniques de projection et de prévision économiques, il doit savoir qu'il n'est pas possible de donner le genre de précision qu'il demande. Il est absolument impossible de prédire, pour un mois en particulier, ce que sera le taux de chômage. Il y a beaucoup trop de facteurs et de variables qui entrent en jeu. Il en a d'ailleurs lui-même mentionné quelques-uns.

Ces chiffres fluctuent énormément sous l'effet des variations des taux de change et des taux d'intérêts, des revirements de la conjoncture économique internationale, des fluctuations de l'offre et de la demande, des mesures d'intervention que l'on peut prendre, des méthodes d'investissement, et bien que l'on puisse tenir compte de ces facteurs dans le cadre de certains calculs globaux; je ne pense pas qu'il existe un moyen de déterminer avec précision le nombre de chômeurs qu'il y aura à telle ou telle date et c'est pourquoi nous avons tendance à recourir aux pourcentages qui donnent une meilleure idée des tendances générales dont il faut tenir compte dans les prévisions économiques. Le ministre des Finances a parlé de ces tendances dans sa déclaration. Je voudrais mettre les choses au point et signaler que les prévisions du ministre des Finances ne sont pas aussi sombres que celles de son prédécesseur. Celui-ci avait alors prévu qu'il y aurait plus de 200,000 chômeurs à partir de 1981-1982.

Je pense que nous sommes parvenus à établir des prévisions plus modestes mais je tiens à préciser ceci au ministre: tant que nous ne serons pas arrivés à régler certains problèmes qui paralysent l'économie, et surtout à fixer le prix de l'énergie—le doute qui plane à ce sujet est un des obstacles majeurs à la création d'emplois étant donné qu'il paralyse des capitaux de placement considérables—il faut éviter de citer des chiffres précis que l'on s'empresse d'utiliser, comme il le sait, car on

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

risquerait de déclencher un mouvement de panique non justifié parmi la population du simple fait que l'on spéculé, ce qui est très dangereux.

M. Hawkes: Je crois que c'est une bonne manière de voir les choses, mais je voudrais m'en assurer. Le ministre considère-t-il que le gouvernement a un rôle à jouer au niveau de la création d'emplois? Le ministre le pense-t-il?

M. Axworthy: Comme en témoignent les mesures que le gouvernement a prises au cours des trois derniers mois qu'il a passés au pouvoir, monsieur le président, nous considérons évidemment que nous avons un rôle important à jouer sur le plan de la création d'emplois dans notre pays. Les décisions de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a consenti un prêt à la société Chrysler pour lui permettre de créer des dizaines de milliers d'emplois dans l'industrie automobile, l'achat de l'avion de chasse qui va permettre de créer entre 15,000 et 20,000 emplois dans l'industrie aéronautique, la décision de négocier le contrat avec clause d'indexation en Colombie-Britannique va permettre de créer plusieurs milliers d'emplois dans ces régions. Nous avons donc un grand programme de relance économique. Mon collègue, le ministre de l'Expansion économique régionale, dispose d'un budget de plus de 600 millions de dollars qui contribue directement à créer des emplois dans les régions où existent des injustices ou des inégalités.

Il s'agit d'un engagement d'envergure, de sorte que le gouvernement croit indubitablement que nous avons un rôle à jouer, et nous le jouerons ce rôle de multiples façons. Nous le jouerons en créant directement des emplois pour ceux et celles qui ont le plus besoin d'aide, en identifiant les groupes qui sont aux prises avec les plus graves difficultés économiques. D'une façon globale, nous allons susciter un climat économique qui favorisera l'embauche par le biais de nos initiatives de développement économique comme celle que je viens d'annoncer. Ainsi notre détermination est ferme, et nous l'avons prouvé depuis trois mois que nous exerçons le pouvoir.

M. Hawkes: Le ministre parle d'aider directement les groupes, ainsi qu'il l'a fait lundi dernier alors qu'il répondait à une de mes questions. C'est certes un principe bien défini de notre parti que celui de créer directement de l'emploi à l'intention de ceux qui en ont besoin quand ils en ont besoin.

Pour en revenir à ma première question, j'estime qu'un homme raisonnable et organisé, qui a foi dans l'idée de créer des emplois, a également foi dans celle de les créer là où ils seront le plus utiles. Assurément, le ministre a une idée du moment où le chômage atteindra des sommets au Canada. Est-ce que ce sera en janvier 1981, en février 1981 ou en 1982? Dans le cadre de la planification d'un programme de création d'emplois, il y a sûrement une époque particulière à laquelle il faudra créer davantage d'emplois parce que c'est à ce moment-là que le problème sera le plus aigu. Dans ce contexte, le ministre pourrait-il nous dire quand, à son avis, se situera cette période?